

[Text]

children are the most valuable resource. These actions, however, belie their words.

Child care by professionals is not and never was intended to be a baby-sitting or custodial type of service. Its primary function is the stimulation of emotional, physical, social and intellectual growth of children during a critically important formative stage in their lives.

Parents with children in child care centres are fully aware of the contribution made by child care workers. It is normal for graduates of a two-year early childhood education program to be paid minimum wage. The average wage of professionals in P.E.I. is \$5.66 per hour. Child care workers subsidize the cost of child care with their wages, and this is an intolerable situation that must end.

• 1550

We must show greater respect for the people who care for our children. We believe child care should be seen primarily as an essential quality service offered to parents and children. Giving child care the attention it deserves can help relieve Canada's unemployment problems by creating thousands of new jobs to child care providers. The construction of new centres and renovations of existing facilities would create badly needed jobs.

The P.E.I. Federation of Labour firmly believes that because we love and cherish our children we cannot live in yesteryears that have all but disappeared. Family and social patterns of life have changed rapidly and dramatically in our province, yet governments have not adapted to meet those emerging needs.

We believe it is time for the federal government to display real leadership. The constitutional and funding precedents already exist to build a comprehensive, universal, accessible child care system. The federal government, for example, spends money on health care and post-secondary education. These remain patterns of provincial responsibility and are governed by provincial regulations.

Why should child care be considered any less important than health care or universities? This is a question child care advocates and Canadians from all walks of life are asking. We share this concern.

We are confronted by a problem of immense proportions. It is time to implement the government funding and legislation needed to create, improve, expand and enrich services for our children. We want and expect to see tax dollars used for this worthwhile purpose.

In conclusion, we respectfully request that your task force prepare a report which will help move the government in the direction outlined in this submission. Thank you.

[Translation]

ressource du Canada. Cependant, leur action ne le prouve certainement pas.

La garde des enfants par des professionnels n'est pas et ne doit pas être un service de *baby-sitting* ou simplement un service de surveillance. Son rôle fondamental est la stimulation de la croissance intellectuelle, sociale, physique et émotionnelle des enfants pendant les importantes années formatrices de l'enfant.

Les parents dont les enfants sont en garderie sont parfaitement conscients de la contribution des gardiens. Habituellement, les diplômés d'un cours de deux ans en puériculture reçoivent le salaire minimum. Le salaire moyen des professionnels à l'Île-du-Prince-Édouard est de 5.66\$ de l'heure. Ce sont les puéricultrices qui subventionnent les coûts des services de garderie avec leurs salaires; c'est une situation intolérable qui doit cesser.

Nous devons faire montre d'un plus grand respect envers les personnes qui prennent soin de nos enfants. Nous sommes convaincus que la garde d'enfants devrait être perçue comme étant un service essentiel de qualité offert aux parents et aux enfants. En accordant aux services de garderie l'attention qu'ils méritent nous pourrions peut-être alléger les problèmes de chômage au Canada en créant des milliers de nouveaux emplois pour des puéricultrices. La construction de nouveaux centres et la rénovation des centres existants permettraient de créer des emplois dont on a un grand besoin.

La P.E.I. Federation of Labour est convaincue que, parce que nous aimons et chérissons nos enfants, nous ne pouvons pas vivre dans le passé. La famille et la société ont changé rapidement et de façon spectaculaire dans notre province, et pourtant les gouvernements n'ont pas cherché à répondre aux nouveaux besoins.

Nous sommes d'avis que le temps est venu pour le gouvernement fédéral de prendre l'initiative. Les précédents financiers et constitutionnels nécessaires à la création d'un système de garde d'enfants accessible, universel et général existent déjà. Par exemple, le gouvernement fédéral subventionne les soins médicaux et l'éducation postsecondaire. Pourtant ces domaines relèvent des provinces et sont assujettis à des règlements provinciaux.

Pourquoi la garde d'enfants est-elle jugée moins importante que les soins médicaux ou les universités? C'est une question que pose les défenseurs des garderies et les Canadiens de tous les milieux. Nous partageons leurs préoccupations.

Nous sommes confrontés à un problème extraordinaire. Le temps est venu d'adopter les lois et les politiques de financement nécessaires pour créer, améliorer, élargir et enrichir les services offerts à nos enfants. Nous voulons que les deniers publics soient utilisés à cette fin.

Enfin, nous exhortons votre groupe de travail à rédiger un rapport qui saura encourager le gouvernement à prendre les mesures proposées dans notre mémoire. Merci.